

(N° 268)

Chambre des Représentants.

SESSION DU 27 MAI 1924.

BUDGET GÉNÉRAL DES RECETTES ET DES DÉPENSES DU CONGO BELGE POUR L'EXERCICE 1924 ⁽¹⁾.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION SPÉCIALE ⁽²⁾, PAR M. CARTON DE WIART.

MESSIEURS,

La loi du 12 août 1923 a autorisé la présentation du Budget de la Colonie pour deux exercices. Le Gouvernement a invoqué, lors de la discussion de cette loi, des considérations d'ordre pratique qui justifient cette dérogation au principe traditionnel de l'annualité des budgets. Pour appuyer ces considérations, il signale aujourd'hui, dans l'Exposé des motifs, que le Budget pour 1923, voté vers la fin de la session, n'a pu parvenir aux autorités de la Colonie qu'au moment où celles-ci avaient déjà préparé leurs prévisions pour 1924. De là, des revisions et des remaniements qui ne vont point sans inconvénients.

A vrai dire, ces inconvénients naissent surtout du retard que le Parlement apporte à l'examen et au vote du Budget.

Le système des douzièmes provisoires ne suffit pas à les supprimer. L'idée a été souvent indiquée que la fixation au 1^{er} avril du début de l'année budgétaire permettrait d'espérer le vote par les Chambres avant le commencement de l'exercice. Votre Commission des Colonies n'a pas qualité pour se prononcer sur les mérites d'une telle réforme, mais plusieurs de ses membres ont exprimé

(1) Budget, n° 68.

(2) Composition de la Commission spéciale :

- a) Les membres de la Commission permanente des Colonies : MM. TIBBAUT, président ; BRANQUART, BRIFAUT, DE BÉTHUNE, FISCHER, GOLLIER, HUBIN, LAMBORELLE, MATHIEU, MAX, PÉCHER, PIÉRARD, RENKIN, RICHARD, VAN CAUWELAERT et VAN REMOORTEL.
- b) Six membres nommés par les Sections : MM. CARTON DE WIART, DE GÉRARDON, GOLLIER, COLENTAUX, DRION et FRANCK.

l'avis que le système du Budget voté pour deux ans n'est pas recommandable en lui-même et qu'il n'est acceptable qu'à titre d'expédient. Il soustrait dans une certaine mesure notre action publique dans la Colonie au contrôle du Parlement et de l'opinion. Dès que l'amélioration des communications le permettra, le retour au principe de l'annualité devra être envisagé.

Considérations générales.

Le Budget sur lequel nous sommes aujourd'hui appelés à délibérer s'appliquera donc, en ce qui concerne les Services ordinaires (tableaux I et III), à l'année 1924 et à l'année 1925. Dans sa présentation, il comporte plusieurs innovations intéressantes dont l'Exposé des motifs fait valoir les avantages. Votre Commission se félicite notamment de constater que les développements des recettes et des dépenses établissent, de façon claire et précise, le départ, non seulement entre les différents services, mais aussi entre les différentes provinces : Congo-Kasaï, Équateur, Province Orientale et Katanga.

Les données générales de ce Budget s'établissent comme suit :

A l'ordinaire : 166,234,290 francs de dépenses contre fr. 141,603,039.86 de recettes.

A l'extraordinaire : les dépenses prévues sont de 101,625,100 francs contre 1,502,212 francs de recettes.

L'excédent des dépenses sur les recettes devra être couvert par l'emprunt qu'autorise l'article 5 du projet de Budget.

L'Exposé des motifs explique par les charges de la dette, par l'extension des travaux publics, par le développement du service de l'hygiène, par les sacrifices nouveaux pour le personnel et pour la force publique, l'augmentation des dépenses ordinaires de 1924, sur celles de 1923, augmentation qui est de 23,248,159 francs. Il fait d'ailleurs remarquer que, n'était la charge de la dette, les recettes ordinaires, qui sont en progression constante, dépasseraient les dépenses ordinaires, et que, au cours du jour, la valeur du portefeuille du Congo augmentée de sa participation dans le Comité spécial du Katanga suffit à couvrir, et au delà, toute la dette de la Colonie. Quant aux dépenses extraordinaires, elles se sont élevées, en 1923, à 88,193,100 francs y compris les crédits supplémentaires. Pour 1924, elles atteindront, comme nous l'avons dit, un total de 101,625,100 francs, qui représentera, pour le développement de l'outillage industriel et sanitaire, la contribution la plus lourde qui aura été consentie, en un seul exercice, par le Parlement à notre Colonie. Si soucieuse qu'elle soit de pratiquer le système de compression, votre Commission estime que ces chiffres peuvent être approuvés. Il importe, en effet, de hâter la mise à fruit de notre Colonie, dont l'épanouissement contribuera à ce redressement économique général que les retards et les incertitudes du problème des réparations sont loin de favoriser. Si nous voulons récolter là-bas, nous devons y poursuivre le défrichement et les semailles. C'est une politique de sagesse, à la condition que — tenant compte des difficultés financières de l'heure — le Gouvernement soit

attentif, au Congo comme ailleurs, à ne faire que des dépenses véritablement productives et à réduire, jusqu'au scrupule, les frais généraux d'administration et de gestion.

Le peuplement du Congo.

Quiconque a voyagé dans notre Colonie ou a étudié les conditions de son développement, demeure impressionné par le contraste entre l'étendue de ces régions, l'immensité de leurs ressources et le petit nombre d'Européens, — de Belges surtout, — qui en assurent la mise en œuvre ou l'exploitation. Dans la discussion du Budget pour 1923, plusieurs orateurs, en soulignant ce contraste, ont suggéré l'emploi de divers moyens qui permettraient de l'atténuer.

Quel est, d'après les éléments les plus récents, le chiffre de la population indigène au Congo belge, y compris les territoires à mandat? Quel est le chiffre de la population de races blanches?

Votre Commission a demandé, à ce sujet, quelques précisions. Les voici :

Population indigène.

Pour la Colonie, la population recensée fin 1922 s'élevait à 7,014,864 habitants.

Les autorités locales estiment que la population recensée compte les deux tiers environ de la population totale. Celle-ci se composerait donc de 10 à 11 millions d'individus.

Quant aux territoires à mandat du Ruanda-Urundi, leur population n'a pas encore pu être recensée. Elle est évaluée à 4,000,000 environ.

Population de races blanches.

Au 1^{er} janvier 1923, il y avait au Congo 10,037 individus de races blanches. D'autre part, on compte 236 Européens dans les territoires du Ruanda-Urundi.

Le tableau ci-dessous indique la population de races blanches dans la Colonie depuis vingt ans :

1903.	2,365	1914.	4,556 ⁽¹⁾
1904.	2,483	1915.	5,333
1905.	2,511	1916.	5,420
1906.	2,635	1917.	5,719
1907.	2,760	1918.	6,270
1908.	2,943	1919.	6,395
1909.	2,936	1920.	6,991
1910.	3,399	1921.	8,218
1911.	4,003	1922.	9,361
1912.	5,465	1923.	10,037
1913.	5,926		

(1) Ce chiffre est incomplet : la population de race blanche au Katanga n'a pu être indiquée exactement, les registres ayant été détruits par un incendie.

On voit que l'augmentation, pour être à peu près constante, n'est pas considérable.

Certes, le Congo n'est pas une colonie « de peuplement », dans le sens habituellement donné à ce mot. Les conditions climatiques s'y opposent. D'autre part, pour équiper ce champ immense, où nos initiatives pourront librement se développer, il serait vain de compter avant tout sur les capitaux. Il faut des hommes. Disons plus : *il faut des Belges*. Le développement de la Colonie ne peut être attendu exclusivement de la population indigène. Celle-ci, dont la densité laisse d'ailleurs à désirer, doit être éduquée et entraînée à un travail régulier et méthodique. Si cette tâche d'éducation et de direction n'est pas remplie par des Belges, il est à redouter que d'autres, plus exercés à la vie coloniale, ou plus hardis, ne l'assument à notre place, ce qui compromettrait un résultat qui doit légitimement nous préoccuper : la nationalisation de plus en plus effective de notre Colonie.

C'est à cette préoccupation que se rattache une question que votre Commission a adressée au Gouvernement.

Question.

Des mesures ont-elles été prises dans la Colonie pour répandre dans les écoles indigènes l'enseignement de nos langues nationales à l'exclusion de toute autre langue européenne?

Rien ne peut mieux marquer que nous sommes chez nous dans notre colonie que la propagation de nos langues nationales.

Au moment de déposer son rapport, la Commission n'a pas encore reçu de réponse à cette question. Elle ne doute pas que cette réponse ne soit donnée à la Chambre au cours de la discussion.

Sans doute, nous le répétons, le Congo n'est pas une colonie tempérée, comme le Canada ou l'Australie, sinon il porterait un jour quelques millions de blancs. Mais, ainsi que l'affirme, avec sa compétence reconnue, M. Ed. LEPLAE, le directeur général de l'Agriculture, c'est une colonie tropicale de climat assez modéré pour permettre l'établissement et le succès de milliers de planteurs ou fermiers. L'expérience faite depuis dix ans au Katanga et dans les régions équatoriales telles que l'Uganda ne permet plus d'en douter.

S'inspirant de ces vérités, il a été récemment créé une *Fédération pour la colonisation coloniale*, et le but qu'elle poursuit est résumé dans le programme que voici :

« Coloniser le Congo belge, c'est-à-dire y importer des travailleurs belges pour les installer à demeure et leur assurer les moyens d'existence qu'ils ne peuvent se procurer que très difficilement dans le pays, en raison de la surpopulation.

» Installer en des points judicieusement choisis des groupements belges destinés à devenir les noyaux autour desquels s'aggloméreront ultérieurement des communautés rurales.

» En seconde ligne, élargir le domaine de peuplement effectif de la mère-patrie, en développant ainsi sa puissance. »

Assurément, la réalisation d'un tel programme exige de la prudence, et personne ne peut raisonnablement songer à recommander l'exode au Congo d'aspirants-colons qui ne seraient pas judicieusement choisis tant au point de vue physique que moral et qui ne seraient point préparés en quelque mesure à l'existence qui les attend là-bas. Une certaine adaptation, la disposition d'un certain capital ou d'un certain crédit sont des conditions nécessaires.

Sans vouloir entrer dans le détail de tous les moyens préconisés pour encourager cette colonisation, votre Commission a estimé devoir rappeler à l'attention du Gouvernement une question discutée à la Chambre à l'occasion du Budget pour 1923 : Faut-il favoriser ou faut-il enrayer l'établissement au Congo des familles de nos fonctionnaires et de nos agents ?

A côté des avantages d'ordre moral que peut présenter l'établissement de ces ménages ou de ces familles belges, n'y a-t-il pas là un moyen de susciter pour l'avenir des vocations coloniales, et de préparer des enfants belges d'aujourd'hui, qui seront bientôt des jeunes gens, des hommes ou des femmes, à mieux connaître les conditions de la vie africaine à laquelle ils pourront apporter plus tard le concours de leur expérience ou de leur adaptation ?

N'y a-t-il pas lieu, en tout cas, pour le Gouvernement, d'être plus accommodant et plus généreux lorsqu'il s'agit de fonctionnaires ou d'agents qui exercent leur activité dans des régions relativement salubres ?

A ce problème, se rattachent les critiques dirigées à la Chambre, lors de la discussion du dernier Budget, contre la circulaire de M. le Gouverneur du Katanga du 30 septembre 1922, faisant savoir aux fonctionnaires et aux agents que, par ordre du Ministre des Colonies, ceux d'entre eux, accompagnés par leurs enfants au-dessus de 7 ans, ne bénéficieraient plus d'aucune indemnité spéciale soit pour le voyage, soit pour la résidence ou la cherté de vie.

Votre Commission a demandé à M. le Ministre des Colonies si cette circulaire est encore en vigueur.

Réponse.

La question appelle les observations suivantes :

Il convient de rappeler d'abord que la gratuité des frais de voyage est accordée aux familles de fonctionnaires dans des conditions qui sont prévues par l'arrêté royal du 27 décembre 1920. Voici les dispositions principales de cet arrêté :

Les fonctionnaires et agents de la Colonie peuvent être autorisés par le Ministre des Colonies à se faire accompagner ou rejoindre par leurs femmes et leurs enfants. En ce cas, les frais de voyage au départ et au retour : 1° de la femme ; 2° des enfants en dessous de 6 ans ; 3° de deux enfants au-dessus de 6 ans, et jusqu'à 16 ans accomplis, sont à charge de la Colonie.

L'arrêté royal ayant subordonné le départ des familles à l'autorisation préalable du Ministre des Colonies, mon honorable prédécesseur s'inspirant de recommandations d'un caractère incontestablement sérieux du médecin en chef de la Colonie, adressa non seulement au Gouverneur du Katanga, mais aussi aux autres Gouverneurs des provinces, des instructions dont s'inspira la circulaire à laquelle il est fait allusion. Ces instructions annonçaient qu'il ne serait plus

accordé d'autorisation lorsque les enfants dépassaient l'âge de 7 ans. Des dispositions spéciales sauvegardaient cependant les intérêts des fonctionnaires dont les termes étaient en cours et qui avaient obtenu l'autorisation susdite.

Sur le pied de l'arrêté royal, le Ministre, appelé à autoriser des départs, a toute liberté de se départir dans chaque cas déterminé, du caractère peut-être fort rigoureux de la circulaire. Il y aurait même lieu d'examiner si des modifications ne devraient pas être apportées à l'arrêté royal organique en ce qui concerne notamment l'âge de 16 ans et le nombre d'enfants admis à la gratuité.

S'il est nécessaire en effet, dans l'intérêt même des familles, de les prémunir contre des inconvénients qu'elles ne sont pas toujours en mesure d'apprécier à distance, j'estime qu'il est de l'intérêt de la Colonie de voir s'établir sur son territoire des familles qui renforceront l'élément national. Il est aussi de son intérêt de ne pas se priver du concours de candidats de valeur qui, à juste titre, reculeraient devant les dépenses élevées que représentent les frais de voyage de leur famille.

Ces questions avaient déjà retenu mon attention à l'occasion d'un cas d'application particulièrement intéressant que j'avais été amené à examiner.

. . .

Cette réponse confirmant ce que l'honorable M. Franck avait répondu à la Chambre, lors de la discussion générale du Budget pour 1923, laisse espérer que la rigueur, à notre avis tout à fait excessive, de la circulaire du 30 septembre 1922 a fait place déjà à d'autres conceptions. La perspective de modifications à l'arrêté royal organique qui règle cette matière sera, croyons-nous, bien accueillie par les fonctionnaires et agents de notre Colonie, et les considérations que le Gouvernement fait valoir pour justifier ces modifications sont précisément celles que votre Commission avait envisagées.

Le paiement des indemnités de vie chère d'après le taux de la livre anglaise.

C'est aussi à la préoccupation de mieux assurer la nationalisation de notre Colonie que se rattache une autre question qui a déjà fait surgir, au sein du Parlement, des critiques que votre Commission persiste à tenir pour très sérieuses :

Question.

L'arrêté du 6 décembre 1920, en vertu duquel les indemnités de vie chère sont calculées d'après le taux de la livre sterling, est-il encore en vigueur?

Réponse.

Oui, cet arrêté est resté jusqu'ici en vigueur.

Il est certain cependant que le système offre des inconvénients sérieux. Il serait préférable dans notre Colonie belge de s'en tenir à la monnaie nationale, et il

est regrettable d'intéresser le personnel à la baisse de notre franc. Au surplus la base adoptée est généralement préjudiciable soit à la Colonie, soit au personnel, les variations du cours de la livre ne concordant pas, au moins immédiatement, avec les variations du coût de la vie. Si le cours des monnaies étrangères est influencé par des facteurs tels que la spéculation, le coût de la vie, surtout dans une colonie, est déterminé aussi par des circonstances accidentelles et locales.

Il ne faut pas cependant se dissimuler les difficultés du problème qui comporte des facteurs nombreux et divers que plus que tout autre le gouvernement local peut me signaler. En conséquence je câble à M. le Gouverneur général RUTTEN, le priant de me faire rapport sur la question.

* .

Cette réponse ministérielle ne peut évidemment être considérée comme satisfaisante. Depuis que des critiques très précises ont été formulées au sein du Parlement contre le calcul en livres sterlings, plus d'un an s'est écoulé et M. le Gouverneur Général a passé plusieurs mois en Belgique. En attendant l'arrivée du rapport qui lui est aujourd'hui demandé et la réforme à laquelle conduira sans doute l'examen de ce rapport, les graves inconvénients qui ont été signalés, — et qui sont à la fois d'ordre politique et financier, — ne feront que s'aggraver. L'importance du problème justifiait, croyons-nous, plus d'empressement! Tandis que s'organise en Belgique la campagne pour la défense de notre devise, qui ne voit l'illogisme de prendre le taux de la livre sterling comme valeur de la rémunération de notre personnel colonial?

Le recrutement du personnel.

Ce personnel, nous nous plaisons à le reconnaître, est de plus en plus attentif — sous l'autorité d'un Gouverneur Général et de Gouverneurs de provinces d'une expérience et d'un zèle vraiment dignes d'éloges — à poursuivre la tâche si belle et si difficile à la fois qui lui est confiée. L'heureux progrès qui se manifeste dans le domaine des études coloniales, la multiplication des vocations coloniales, le succès que l'Institut colonial d'Anvers et les cours coloniaux rencontrent auprès des familles belges, permettent au Gouvernement d'assurer à ce personnel un recrutement de plus en plus sélectionné et qualifié. Si préoccupés que nous soyons de veiller au caractère national de ce recrutement, les liens étroits qui nous rattachent, surtout depuis la conclusion de l'Union Économique, avec le Grand-Duché de Luxembourg, justifient, croyons-nous, la décision prise par le Gouvernement belge en ce qui concerne l'admission des Grands-Ducaux dans nos cadres coloniaux. Cette décision s'est traduite par une lettre de M. le Ministre des Affaires Étrangères, en date du 29 janvier 1923, adressée au Conseil Supérieur de l'Union Économique Belgo-Luxembourgeoise, et lui faisant savoir que le Gouvernement belge, sous réserve des prescriptions de l'article 21 de la Charte coloniale en ce qui concerne les fonctions de Gouverneur Général et de Gouverneur de province, assimilera volontiers les Grands-Ducaux

à nos Nationaux pour l'accession à des fonctions et emplois civils au Congo et que le Gouvernement colonial fera des recommandations dans le même sens aux sociétés sur lesquelles il a action, à raison de la part qu'il possède dans leur capital.

Examinant les conditions actuelles du recrutement de nos cadres coloniaux, votre Commission n'a pas manqué de se préoccuper du problème médical.

Question.

Quel est actuellement le nombre de médecins dans la Colonie ?
Suffit-il aux besoins actuels ?

Réponse.

Il y a actuellement au service de la Colonie 83 médecins du Gouvernement et, en outre, une quarantaine de médecins d'organismes privés.

Le Budget de la Colonie pour 1924 prévoit 126 médecins; il en manque donc 43, soit un tiers du chiffre prévu.

Il est regrettable que, malgré les efforts du Gouvernement, les effectifs du corps médical de la Colonie ne soient pas en rapport avec l'énorme tâche qui lui incombe. Toutefois, on est en droit d'espérer que le cadre pourra être complété quand de nos Universités sortiront, cette année et les années suivantes, de nombreux jeunes médecins, dont les études ont été arrêtées par les années de guerre.

*
* *

Votre Commission ne peut que souligner ces regrets et ces espérances. L'intérêt d'ordre humanitaire et scientifique que présente au Congo l'exercice de l'art de guérir mérite d'appeler toute l'attention de nos étudiants en médecine. Ne ferait-on point chose utile, à cet égard, en favorisant, par la création de bourses spéciales, des voyages d'études destinés à permettre à ces étudiants, de même qu'à ceux de nos autres facultés, de prendre contact avec le Congo ? Nous sommes convaincus qu'une telle dépense serait de l'argent bien employé.

Les Missions.

A cette question de l'hygiène dans la Colonie, se rattache, par plus d'un lien, le grand problème du développement des Missions. De plus en plus, — et la récente exposition des Missions y a contribué, — l'opinion publique se rend compte que le développement des Missions est la condition *sine qua non* de nos progrès au Congo, qu'il s'agisse de l'œuvre civilisatrice dans sa conception la plus haute, ou qu'il s'agisse de répandre parmi les indigènes l'enseignement primaire, ménager, professionnel et agricole ainsi que les principes d'hygiène qui leur font encore si lamentablement défaut. Faut-il rappeler notamment l'admirable effort que les Missions ont apporté et apportent chaque jour à la lutte contre la maladie du sommeil ?

Or, le 1^{er} janvier 1924 a vu la fin du Fonds Spécial qui avait été créé par l'acte

additionnel au Traité de cession du Congo à la Belgique, en témoignage de gratitude envers Léopold II, et pour être affectée à des fins utiles à la Colonie. D'accord avec le Roi, le reliquat disponible, qui ne dépasse pas 3,000,000 de francs, d'après ce que nous apprend l'Exposé des motifs, sera placé au Grand-Livre de la Dette congolaise pour que les intérêts puissent être employés aux mêmes buts.

La Commission s'est inquiétée de la répercussion qu'aurait la suppression du Fonds Spécial sur les conditions d'existence et de progrès des Missions. Elle a adressé, à ce sujet, une question à M. le Ministre des Colonies :

Question.

La suppression du Fonds Spécial n'aura-t-elle pas pour conséquence de réduire les encouragements attribués par l'État aux Missions?

Réponse.

Certainement.

Sur chaque annuité du Fonds Spécial, il était prévu une somme destinée à des Missions : ainsi un subside de premier établissement était alloué aux Missions nouvelles, la fondation de nouvelles stations était subsidiée; le Fonds intervenait dans les frais de construction d'écoles, parfois d'églises; c'était sur ce fonds qu'étaient prélevés les frais de rapatriement de religieuses fatiguées par des séjours trop prolongés et les frais de voyage de leurs remplaçantes.

Les allocations de l'espèce ne seront plus possibles s'il n'est prévu au Budget des crédits spéciaux.

Il est à remarquer que, depuis les dernières années de guerre, il était distribué annuellement aux missionnaires, sur le Fonds Spécial, une somme globale de 300,000 francs, répartie d'après le nombre de religieux de chaque mission. Cette charge a disparu pour le Fonds Spécial depuis que le crédit « Cultes » a été majoré de 1,000,000 de francs en 1922.

*
* * *

Cette réponse justifierait, semble-t-il, l'introduction d'un amendement destiné à compenser, pour les Missions, le préjudice qui résulte de la suppression du Fonds Spécial. C'est à cette fin que le vœu a été formulé, au sein de la Commission, que le Gouvernement prendra l'initiative de demander à la Chambre, par voie d'amendement, de majorer le crédit prévu à l'article 43 des Dépenses ordinaires (Tableau III du Budget).

Le Commerce du Congo.

Le développement du commerce colonial en général et en particulier du commerce avec la Belgique demeurant, tout naturellement, un des principaux soucis du Parlement, votre Commission a demandé quels étaient les derniers chiffres officiels.

Question.

Quels sont les derniers chiffres des importations et des exportations?

Quelle est dans ce chiffre la part des produits belges et de l'exportation à destination de la Belgique?

Réponse.*Exportations 1922.*

	Quantités. —	Valeurs. —
	125,710 tonnes.	fr. 294,579,315
Part de la Belgique . .	61,898 tonnes.	127,061,148
soit . .	49,23 %.	43,13 %.

Exportations 1923.

(chiffres approximatifs).

	Quantités. —	Valeurs. —
	127,907 tonnes.	fr. 602.710,000
Part de la Belgique . .	pas encore connue.	

Importations 1922.

	Quantités. —	Valeurs. —
	210,303 tonnes.	fr. 235,482,872
Part de la Belgique . .	18 %.	51 %.

Importations 1923.

(chiffres approximatifs).

	Quantités. —	Valeurs. —
	275,166 tonnes.	pas connue encore.

L'augmentation à l'exportation avait été de 22,000 tonnes en 1922 sur le chiffre de 1921.

L'augmentation de 1923 sera moindre sans doute. En tout cas, c'est pu de chose que 63 kilogrammes par kilomètre carré.

Quant à la part que le commerce belge représente dans le mouvement général des importations et des exportations, elle demeure très insuffisante. L'importation belge atteint environ la moitié de l'importation générale. On doit sou-

haiter mieux et recommander à cette fin des mesures, déjà en commencement d'exécution, telles que l'organisation d'un service de renseignements concernant les maisons congolaises, de façon à aider les industriels belges qui veulent traiter à crédit avec le Congo. D'autre part, le Gouvernement doit user de son influence auprès des industriels belges pour que ceux-ci se décident à accorder des crédits aux firmes sérieuses.

Quant à nos industriels eux-mêmes, il faut les inviter non seulement à envoyer des catalogues ou des prix courants, mais encore des échantillons permettant de se rendre compte de la valeur intrinsèque des marchandises, et surtout de bons voyageurs de commerce.

Il faut les encourager aussi à produire des articles qui se fabriquent aujourd'hui à l'étranger; notamment la quincaillerie allemande, les tissus imprimés anglais, etc...

Toutefois, qu'on ne se fasse pas d'illusions : le progrès du commerce belge au Congo n'est qu'un des aspects d'un autre beaucoup plus vaste, celui de la politique économique de la Colonie, qui englobe à la fois :

- 1° La production et l'exploitation des richesses agricoles et naturelles de tout genre;
- 2° Le commerce des produits;
- 3° L'organisation commerciale (sécurité, sincérité et rapidité des transactions);
- 4° L'ensemble des mesures à prendre pour assurer au commerce belge la prépondérance qui lui revient.

Il convient de rendre hommage aux remarquables travaux dont ces divers problèmes ont fait l'objet au sein du Comité permanent du Congrès colonial. Les rapports de MM. LEPLAE, MAHIEU, TILMAN, ROBERT, BOLLE et JONAS, reproduits dans le récent ouvrage : *La Politique économique du Congo belge* (1), méritent d'être lus et médités par tous ceux qu'intéresse le développement de la Colonie. Nous ne pouvons qu'insister ici sur les conclusions générales adoptées à l'unanimité par le Comité permanent dans sa séance du 1^{er} février dernier :

« Le facteur essentiel du développement économique du Congo est une bonne organisation des moyens de transports de manière à assurer, tant à l'exportation qu'à l'importation l'évacuation rapide, sûre et à bon marché des marchandises;

» La situation actuelle présente de graves lacunes, il importe aussi, conformément au vœu exprimé par S. M. le Roi, le 1^{er} janvier 1924 dans son discours aux membres de la Chambre des Représentants, de coordonner les services fluviaux;

» L'agriculture, avec son corollaire l'établissement de colons belges, doit prendre dans la politique économique de la Colonie une place de premier plan en raison des avantages qu'elle offre tant au point de vue économique et social qu'au point de vue national;

» L'effort accompli dans ce domaine, forcément limité jusqu'à ce jour, y doit être intensifié et à cet effet il conviendrait d'arrêter sans retard un programme précis, avec indication des moyens financiers appropriés;

(1) Goemaere. Bruxelles, 1924.

» Une main-d'œuvre saine, robuste et professionnellement apte à sa mission est un troisième élément de la prospérité du Congo. »

La dernière de ces conclusions touche à la question, de plus en plus discutée, de l'intensité insuffisante du travail indigène.

La constatation impartiale de l'insouciance et de la passivité trop fréquentes chez les noirs, et l'exemple des colonies plus avancées que la nôtre justifient, de l'avis de la plupart des coloniaux, l'obligation qui pourrait être, dans de nombreux cas, imposée à l'indigène d'exécuter certains travaux dans son intérêt immédiat et chez lui; notamment la construction des routes qui desservent les villages, la construction d'habitations et surtout, la mise en culture des terrains propices. Nous rendrons ainsi presque impossible, dit M. le D^r Dryepont, les disettes fréquentes, si néfastes pour la conservation de la race.

Ceci vise les indigènes proprement dits. Pour les déracinés, il en est autrement. Un intérêt supérieur veut que des mesures, allant jusqu'à la contrainte énergique, soient prises pour diminuer le nombre des vagabonds dangereux qui envahissent les centres européens.

Félicitons-nous, en tout cas, que les divers aspects de ce grand problème commercial, et notamment l'insuffisance du contingent belge dans les exportations et les importations du Congo, soient examinés chaque jour dans des cercles et des publications spéciales qui, avec une sollicitude de plus en plus avertie, se préoccupent d'intéresser les producteurs et les consommateurs belges aux matières premières et aux débouchés que notre Colonie offre à ceux qui savent faire preuve de clairvoyance et d'initiative. D'autre part, nous considérons comme une mesure heureuse l'introduction dans notre nouveau tarif douanier d'un article consacrant l'exemption des droits d'entrée en faveur des produits originaires du Congo belge ou des territoires administrés par l'État belge en Afrique.

Travaux publics et Voies de transport.

Si nous ne nous arrêtons pas à ce propos à des redites, il nous est impossible de ne pas rencontrer la question des transports qui, avec le problème de la main-d'œuvre, domine toute notre œuvre coloniale.

« Coloniser, c'est transporter », a dit justement M. Maurice Lippens.

La crise lamentable résultant de l'imprévoyance apportée à outiller convenablement le chemin de fer Matadi-Leo en cours de rectification, soulève la question de la responsabilité de la Compagnie, en même temps que de celle des représentants de l'État au sein de l'administration de la Société. Si des mesures avaient été prises dès septembre 1923, c'est-à-dire à l'heure où l'on pouvait encore dominer la situation, nous n'aurions pas à regretter un engorgement qui compromet le présent et peut-être l'avenir.

Qu'au moins les erreurs commises et les mécomptes éprouvés servent de leçon pour d'autres entreprises de transport.

Celles-ci ont souffert et souffrent encore du défaut d'un plan d'ensemble et à longue portée. Le système des « petits paquets » a fait son temps. La soudure s'impose entre les divers modes de transport : chemins de fer, voies navigables, routes.

L'Exposé des motifs du Budget prouve à quel point le Gouvernement a son attention éveillée sur la nécessité de remédier à des errements si souvent signalés. Le programme des grands travaux décidés par la loi du 21 août 1921 sera, nous affirme-t-il, poursuivi avec ténacité et ardeur.

La loi du 21 août 1921, en ouvrant un crédit global de 300,000,000 de francs pour l'industrialisation de la Colonie, a prévu tout un programme de travaux publics qui se poursuit dans des conditions qu'indique l'Exposé des motifs et dont l'exécution sera activement continuée grâce au crédit de 85,883,000 francs sollicité au chapitre III du projet. Rien de plus sage assurément que l'affectation de la majeure partie de ce crédit, — soit 56,000,000 de francs, — aux travaux des chemins de fer en voie d'exécution, à savoir :

Alimentation du fonds de construction du chemin de fer du Bas-Congo au Katanga (Bukama-Ilebo);

Alimentation du fonds destiné à la transformation de la ligne de Matadi-Léopoldville et à son électrification éventuelle;

Participation aux entreprises de la Société des Chemins de fer vicinaux du Congo et à celles de la Compagnie des Chemins de fer du Congo Supérieur aux Grands-Lacs Africains relatives à son tracé Stanleyville-Nepoko-Mines d'or;

7,400,000 francs environ sont affectés à l'amélioration de la navigation et aux travaux des ports;

5,000,000 de francs à l'augmentation du capital de la Société Nationale des transports fluviaux;

3,343,000 francs à la continuation de l'exécution du programme routier;

14,140,000 francs à des travaux divers d'utilité générale, surtout d'ordre hygiénique.

Ces chiffres ne disent pas tout. En effet, il convient de ne pas perdre de vue les importants crédits accordés sur les exercices antérieurs, ni la règle que tous ces crédits sont disponibles pour cinq ans. C'est ainsi que, moyennant le crédit indiqué, le Chemin de fer du B. C. K. pourra, en 1924, disposer de 110 millions, et le Chemin de fer du Congo d'environ 30 millions, envisagés comme nécessaires pour l'exécution des travaux de cette année.

La Commission a désiré préciser, par quelques questions, les données intéressantes fournies par l'Exposé des motifs du Budget.

Question.

Quel est l'état d'avancement du Chemin de fer de l'Uelé?

Réponse.

Les travaux sont commencés sur la section Aketi-Djamba qui comporte 35 kilomètres.

Les terrassements sont terminés jusque Djamba et la voie est placée jusque Dinda (Kil. 7).

Il est à prévoir que l'achèvement de la ligne sera retardée par suite des difficultés actuelles de transport.

Question.

L'organisation des transports fluviaux continue de provoquer de nombreuses critiques.

Quelle est la politique suivie à cet égard par le Gouvernement?

Réponse.

Cette question, d'une importance capitale, est l'objet de mes préoccupations spéciales comme tout ce qui se rattache aux transports.

Le remède à la situation consiste dans la fusion des transports fluviaux du Haut-Congo.

Le Gouvernement a confié l'étude de cette question à une Commission présidée par un fonctionnaire du Département des Colonies.

Les travaux de la Commission se poursuivent normalement et l'ont espérer une solution favorable à la fusion. Je tiendrai la main à ce que ces travaux aboutissent à bref délai.

L'or de Kilo-Moto.

A maintes reprises, l'opinion a été émise que nos mines d'or du Congo pouvaient fournir un rôle utile dans le relèvement financier de la métropole. Des renseignements, souvent contradictoires, ayant été publiés dans la presse sur la politique suivie en cette matière par le Gouvernement, la nouvelle ayant même été répandue que le Département des Colonies avait pris naguère l'engagement de céder à la Grande-Bretagne toute la production aurifère du Congo, votre Commission a questionné à ce sujet M. le Ministre des Colonies.

Question.

Quelle est la destination actuellement donnée à la production des mines d'or de Kilo-Moto?

Quelle est la politique suivie à cet égard par le Gouvernement?

Réponse.

Les mines d'or de Kilo-Moto sont exploitées en régie par un organisme créé par arrêté royal du 29 décembre 1919 et portant le titre de « Régie Industrielle des Mines ».

Il n'entre pas dans les intentions du Gouvernement de leur donner une autre destination.

La Régie est administrée, sous la haute surveillance du Ministre des Colonies par un Comité de gestion composé d'un Président et de quatre membres chargés de tous les actes de gestion que comporte l'exploitation des mines.

L'arrêté royal précité et l'arrêté ministériel d'exécution du 30 décembre 1919 constituent, en quelque sorte, le statut et le cahier des charges de la Régie.

Concurremment avec la mise en valeur de dépôts aurifères reconnus, des travaux de prospection sont poursuivis méthodiquement.

Actuellement l'or est réservé à la Banque Nationale de Belgique ou vendu en livres sterlings sur le marché de Londres, suivant les circonstances du moment. Il en est cédé une partie aux bijoutiers et orfèvres belges.

Il me paraît qu'il serait plus conforme à l'intérêt du crédit belge de réserver toute la production ou la plus grande partie de celle-ci à la Banque Nationale de Belgique. Cependant la solution de ce problème appartient plus au Ministre des Finances et à la Banque Nationale qu'au Département de la Colonie. L'on comprendra en effet qu'à raison des charges considérables qu'impose la mise en valeur du Congo, les conditions de cette cession ne pourraient être telles qu'elles entraîneraient pour le trésor colonial un sacrifice qui compromettrait l'équilibre de son budget.

* * *

La Commission a pris connaissance, avec un vif intérêt, de l'avis de l'honorable Ministre. Sans doute, elle croit qu'il faut se garder d'une vue trop simpliste des choses. Il ne peut suffire d'emmagasiner l'or du Congo dans les caves de la Banque Nationale pour augmenter l'encaisse métallique.

D'autre part, la constitution et la charte coloniale ont voulu que la Colonie ait une personnalité civile distincte de celle de la Belgique et qu'elle jouisse de l'autonomie financière.

Si la Colonie cédait cet or au pair, il y aurait dans son Budget un manquant de 15 à 20 millions par an, et ce manquant devrait alors être comblé par la Belgique.

Reste à savoir si cet or ne pourrait pas en tout cas servir à gager nos billets moyennant un dédommagement équitable. Nous souhaitons qu'une solution de ce genre soit activement étudiée.

Les cultures vivrières.

S'il est utile d'encourager les indigènes à travailler pour le commerce ou pour l'industrie, à s'appliquer aux travaux publics, aux mines, à la récolte des palmistes et du coton, il est plus important encore de veiller à ce qu'ils puissent assurer, par les cultures vivrières, le soin de leur propre alimentation. De plus en plus cette nécessité inquiète les esprits clairvoyants. Une ordonnance-loi du 20 février 1917 impose aux indigènes de faire, *à leur profit exclusif*, des travaux de rapport, des cultures vivrières ou des plantations de produits d'exploitation. Or, il est certain qu'en beaucoup de régions, les cultures vivrières sont négligées. La « chikwangen », qui est le pain de l'Équateur, coûte, paraît-il, jusqu'à un franc la pièce. Le kilo de maïs coûte le même prix à Elisabethville. Aussi, votre Commission insiste-t-elle, avant toutes choses, pour que les autorités coloniales favorisent et développent les cultures vivrières, sans lesquelles il n'est pas de main-d'œuvre, ni de progrès colonial.

L'élevage et la culture du coton.

Votre Commission a désiré connaître aussi les derniers résultats obtenus pour l'introduction du bétail dans la Colonie ainsi que pour la culture du coton.

Les renseignements que M. le Ministre des Colonies lui a fournis à ce sujet sont intéressants.

1. — *Quels ont été les derniers résultats obtenus au point de vue de l'introduction du bétail dans la Colonie?*

Au Katanga, des introductions de bétail ont été faites à la fois par l'État, par le Comité spécial et par des particuliers.

La station d'élevage de l'État située à Katentania (plateau de Bianco) ayant obtenu d'excellents résultats par le croisement de ses troupeaux avec des reproducteurs croisés anglais, introduisit en 1923 plusieurs taureaux de races anglaises croisées.

En présence de l'amélioration rapide du bétail entretenu dans le sud du Katanga, le Service de l'Agriculture a acheté en Rhodésie, en 1923, un troupeau de mille jeunes vaches, également de sang croisé anglais. Acheté au prix de 650,000 francs, ce troupeau fut cédé aux colons à prix coûtant.

Le Gouvernement a résolu de renouveler ces introductions : un crédit spécial est inscrit dans ce but au Budget de 1923.

Depuis l'extension des défrichements autour d'Élisabethville, la mouche tsétsé a disparu de la plupart des exploitations agricoles, ce qui permet d'y entretenir du bétail pour la production du lait, la boucherie et le travail.

En 1922, la Ferme expérimentale de l'État, à la Munama, fit une nouvelle introduction de vaches laitières.

En 1923, le Comité Spécial importa 500 bêtes laitières, la plupart de race hollandaise (Friesland).

Un troupeau de plus de 2,000 têtes de bétail rhodésien fut acheté en 1923 par la Société Forminière et acheminé vers les pâturages du Lomani, en suivant une route prospectée, il y a deux ans, par un agent de la Station d'élevage de Katentania. Le troupeau est parvenu à destination dans de bonnes conditions. De nouvelles introductions sont projetées.

Dans le sud du Kasai, des troupeaux de plusieurs centaines de têtes de gros bétail furent importés d'Angola pour les exploitations diamantifères (Société Forminière).

Dans le Haut-Ituri, l'État organise une ferme expérimentale de culture et d'élevage. Elle est située près de Nioka, au nord-est de Kilo, dans une région élevée, très salubre et pourvue de bons pâturages. Les indigènes environnants élèvent du bétail. Des reproducteurs de races bovines et ovines européennes et croisées ont été achetés en Afrique orientale anglaise. Plusieurs sont déjà parvenus à Nioka.

Dans la partie équatoriale de la Colonie le petit bétail des côtes du Golfe de Guinée se montre particulièrement résistant aux maladies africaines. Un inspec-

teur de l'Agriculture fut envoyé en mission au Dahomey et en Nigérie pour préparer l'acquisition d'un certain nombre de sujets de cette race, très estimée au Congo belge. Un premier lot de ce bétail arrivera prochainement dans la Colonie.

II. — *Quels ont été les derniers résultats donnés par la culture du coton dans la Colonie?*

Les récoltes de coton brut (ou non égrené) furent les suivantes :

	MANIEMA.	SANKURU-LOMAMI.	UELÉS.
1921.	845,000 kilos.	950,000 kilos.	180,000 kilos.
1922.	1,000,000 »	600,000 »	1,143,000 »
1923.	551,000 »	557,000 »	1,540,000 »

Les quantités totales pour l'ensemble des régions de la Colonie où la culture a acquis un certain développement furent donc

1921 . . .	1,975,000 kil. de coton brut, ou	658,000 kil. égrené.
1922 . . .	3,070,000 id.	id. 1,023,000 id.
1923 . . .	2,668,000 id.	id. 889,000 id.

La diminution de production dans le Maniema est due surtout au manque d'agronomes, ainsi qu'à la dégénérescence des graines, entraînant une récolte plus faible. L'extension des cultures de coton dépend principalement du nombre d'agronomes affectés à la propagande cotonnière.

Afin d'augmenter ce nombre sans accroître les charges de l'État, le Gouvernement se propose d'établir une taxe de 25 centimes par kilogramme de coton exporté; le produit de cette taxe serait affecté à l'engagement d'un nombre plus élevé d'agronomes. Ces fonctionnaires sont actuellement au nombre de 9; la taxe projetée permettrait de porter ce nombre à 15 ou 16.

La Compagnie cotonnière congolaise a acheté environ les trois quarts de la récolte en 1923. Elle possède actuellement dix-sept usines d'égrenage, établies conformément au décret du 1^{er} août 1921 sur la culture, l'achat et le commerce du coton; huit usines sont en activité; les neuf autres sont en montage.

Deux autres sociétés commerciales possèdent des usines d'égrenage situées au Lomami et dans l'Uelé.

Les prix de vente des cotons congolais en Belgique ont été élevés en 1923 : les prix ont oscillé entre 12 et 16 francs le kilogramme; certains lots ont atteint 18 et 19 francs, ce qui résulte du cours élevé du coton américain et de la dépréciation du franc belge.

Le coton du Congo est bien apprécié par les industriels belges; il est très propre, résistant et de bonne longueur.

III. — *Quels sont les débouchés actuels de cette production?*

Le coton du Congo est expédié vers Anvers et travaillé dans les usines belges, spécialement dans les Flandres.

On espère que la récolte de 1924 atteindra 5,000 tonnes qui donneraient 1,600 tonnes de coton égrené. Cette quantité est à comparer avec la consommation annuelle de coton des usines belges, consommation qui atteint 50,000 tonnes. Les cultures congolaises actuelles fournissent donc un peu plus de un cinquantième de la consommation belge.

Le coton du Congo trouve donc en Belgique même un débouché suffisant pour permettre une grande extension de sa culture.

Une petite quantité de coton récoltée dans le pays de Kilo a été exportée par la voie de Mombassa.

Questions de législation.

La Commission a demandé s'il n'y avait pas lieu d'édicter au Congo une législation sur l'adultère. Il a été constaté plusieurs fois, notamment par un procès à Elisabethville qui fit sensation en 1922, que les indigènes, qui attachent non moins de prix que les Européens à la fidélité de leurs épouses, ne sont actuellement pas aidés par la législation pénale à faire respecter cette fidélité, ce qui les pousse parfois à se faire justice à eux-mêmes.

Question.

Le Ministère des Colonies a-t-il donné suite à l'avis souvent exprimé par des coloniaux très qualifiés qu'il conviendrait d'introduire dans notre législation coloniale des dispositions pénales en matière d'adultère?

Réponse.

Le Conseil colonial a été saisi par un arrêté royal du 19 mai 1914 d'un avant-projet de décret qui avait notamment pour objet de réprimer l'adultère. L'examen de cet avant-projet avait été renvoyé à une sous-commission du Conseil et celle-ci avait commencé son étude lorsque la guerre éclata.

La question ne fut plus remise à l'ordre du jour de la Commission depuis l'armistice.

Cependant la Commission pour la protection des indigènes a, tout récemment encore, exprimé l'avis que la répression de l'adultère s'imposait et a émis le vœu que des mesures fussent prises en ce sens.

Cette question est remise à l'examen.

* * *

L'idée a aussi été exprimée, au sein de la Commission, que l'impôt sur la polygamie pourrait utilement être rendu progressif. La polygamie est une présomption de richesse. D'autre part, son développement nuit à la natalité générale. Dans maintes régions, les polygames sont des « accapareurs » qui empêchent les jeunes gens de trouver des épouses de leur race.

Dans une étude toute récente sur l'*Avenir du Congo* ⁽¹⁾, M. le Gouverneur

(1) *Société belge d'Études et d'Expansion*, Bulletin périodique, mai 1924.

Général Rutten dit, avec l'autorité et l'expérience qu'il a des problèmes de la politique indigène : « Parmi les coutumes dont nous devons souhaiter l'évolution et même la disparition progressive, figure en tout premier lieu celle dont précisément l'Islam a été le plus actif propagateur, à savoir la polygamie. Cette institution est un accident de l'évolution des sociétés noires; elle n'est pas la résultante de la composition de ces sociétés... Tous nos recensements concordent à montrer que partout dans la Colonie, il y a autant d'hommes que de femmes. Donc partout où la polygamie existe, il y a un certain nombre d'hommes condamnés au célibat... » Défavorable à la natalité autant qu'au développement économique, cette institution ne peut être encouragée. Il faut au contraire en poursuivre la disparition graduelle, tout en veillant, bien entendu, à ne point heurter brusquement des habitudes et des intérêts qui ne manqueraient point de réagir.

Ce ne sont donc pas seulement des motifs d'ordre fiscal, mais aussi des arguments d'ordre moral et économique qui semblent recommander l'introduction de l'impôt *progressif* sur la polygamie.

*
* * *

Votre Commission s'est prononcée en faveur du Budget et a l'honneur de vous en proposer l'adoption.

Le Rapporteur,

H. CARTON DE WIART.

Le Président,

ÉM. TIBBAUT.

(N^o 268)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 27 MEI 1924.

ALGEMEENE BEGROOTING VAN DE ONTVANGSTEN EN UITGAVEN VAN BELGISCH CONGO VOOR HET DIENSTJAAR 1924 ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE BIJZONDERE COMMISSIE ⁽²⁾ UITGEBRACHT DOOR
DEN HEER **CARTON DE WIART.**

MIJNE HEEREN,

Krachtens de wet van 12 Augustus 1923 mag de Begrooting van de Kolonie voor twee dienstjaren ingediend worden. Bij de bespreking van deze wet heeft de Regeering beweeggronden van practischen aard in het midden gebracht welke de afwijking van het traditioneel beginsel der jaarlijksche begrooting billijken. Om deze beweeggronden kracht bij te zetten, wijst zij er thans op, in de Memorie van Toelichting, dat de Begrooting voor 1923, goedgekeurd op het einde van het zittingsjaar, bij de Overheden van de Kolonie slechts kon toekomen op het oogenblik dat deze reeds hare ramingen voor 1924 hadden voorbereid. Dit eischt dan herzieningen en veranderingen die vele bezwaren medebrengen.

Eigenlijk zijn deze bezwaren het gevolg van de vertraging in de behandeling en de goedkeuring van de Begrooting door het Parlement.

Het stelsel van de voorloopige twaalfden is niet voldoende om er een eind aan te maken. De gedachte werd meermaals vooropgezet dat, door het begrootingsjaar te doen beginnen op 1 April, de Kamers aldus zouden kunnen stemmen voor den aanvang van het dienstjaar. Uwe Commissie voor de Koloniën is niet aangewezen om uitspraak te doen over de goede zijden van eene dergelijke hervorming, maar vele leden waren van gevoelen dat het stelsel van de Begroo-

(1) Begrooting, n^o 68.

(2) Samenstelling van de *Bijzondere Commissie* :

- a) De leden van de *Bestendige Commissie voor de Koloniën* : de heeren **TIBBAUT**, voorzitter, **BRANQUART**, **BRIFAUT**, **DE BÉTHUNE**, **FISCHER**, **GOLLIER**, **HUBIN**, **LAMBORELLE**, **MATHIEU**, **MAX**, **PEGHER**, **PIÉRARD**, **RENKIN**, **RICHARD**, **VAN CAUWELAERT** en **VAN REMOORTEL**.
- b) *Zes leden door de Afdelingen benoemd* : de heeren **CARTON DE WIART**, **DE GERADON**, **GOLLIER**, **GOLENVAUX**, **DRION** en **FRANCK**.

ting, aangenomen voor twee jaar, op zich zelf niet aan te bevelen is, en dat het slechts als noodmiddel moet aangenomen worden. Het onttrekt in eene zekere mate onze publieke werking in de Kolonie aan het toezicht van het Parlement en de openbare meening. Zoodra een beter verkeer het zal toelaten, zal men moeten zien terug te keeren tot het beginsel van de jaarlijksche Begrooting.

Algemeene beschouwingen.

De Begrooting die wij thans hebben te behandelen heeft dus betrekking, wat de Gewone Diensten betreft (Tabellen I en III) op het jaar 1924 en op het jaar 1923. Zooals het voorgesteld is, omvat het verscheidene belangwekkende nieuwigheden waarvan de Memorie van Toelichting de voordeelen doet uitschijnen. Uwe Commissie is namelijk gelukkig vast te stellen dat de toelichting van de ontvangsten en uitgaven op klare en duidelijke wijze de verdeeling aangeeft niet alleen over de verschillende diensten, maar ook over de verschillende provinciën : Congo-Kasaï, Evenaar, Oost-Provincie en Katanga.

De algemeene gegevens van deze Begrooting zijn de volgende :

Op de Gewone Begrooting :

166,234,290 frank uitgaven tegen fr. 141,603,039.86 ontvangsten.

Op de Buitengewone Begrooting :

De geraamde uitgaven zijn 101,623,100 frank tegen 1,502,212 frank ontvangsten.

De meerdere uitgaven op de ontvangsten moeten gedekt worden door de leening gemachtigd bij artikel 5 van het Begrotingsontwerp.

Door de lasten van de schuld, door de uitbreiding van de Openbare Werken, door de ontwikkeling van den gezondheidsdienst, door de nieuwe weddeverhoogeningen voor het personeel en de openbare macht, verklaart de Memorie van Toelichting de vermeerdering van de gewone uitgaven van 1924, op deze van 1923, vermeerdering die 23,248,159 frank bedraagt. Zij doet ten andere opmerken dat, zonder den last van de schuld, de gewone inkomsten die doorlopend stijgen, de gewone uitgaven zouden overtreffen, en dat de portefeuille-waarde van Congo, aan den koers van den dag, vermeerderd met het aandeel in het Bijzonder Comité van Katanga, meer dan voldoende is om de geheele schuld van de Kolonie te dekken. De buitengewone uitgaven bedroegen in 1923, 88,195,100 frank, met inbegrip van de aanvullende credieten. In 1924 zullen zij, zooals wij gezegd hebben, een totaal bereiken van 101,623,100 frank, die wel de zwaarste last is welke voor de uitbreiding en de uitrusting van de nijverheid en den gezondheidsdienst, voor een enkel jaar door het Parlement werd toegestaan aan de Kolonie. Hoe zeer zij er ook om bezorgd is inkrimpingen en besparingen te doen, meent uwe Commissie toch dat deze cijfers kunnen goedgekeurd worden. Wij moeten inderdaad de Kolonie zoo spoedig mogelijk doen vruchten dragen; haar bloei zal medehelpen aan het algemeen economisch herstel, waarvan de oplossing door de vertragingen en de onzekerheden van het herstellvraagstuk niet wordt begunstigd. Willen wij ginder oogsten, dan moeten wij voortgaan met ontginnen en zaaien. Het is eene wijze politiek, op voor-

waarde dat, met inachtneming van de financiële moeilijkheden van het oogenblik, de Regeering er op lette in Congo zooals elders alleen productieve uitgaven te doen en de algemeene kosten van beheer en bestuur tot in het angstvallige te verminderen.

De bevolking van Congo.

Al wie in Congo gereisd heeft, of er den gang van zaken heeft bestudeerd, is getroffen geweest door de tegenstelling tusschen de uitgestrektheid van deze streken, de aanzienlijkheid van hunne geldmiddelen, en het klein getal Europeanen, — Belgen vooral, — die er de leiding hebben van den arbeid of de exploitatie. Bij de bespreking van de Begrooting, in 1923, hebben verscheidene sprekers op die tegenstelling gewezen en het gebruik aangeprezen van de middelen die den toestand kunnen verbeteren.

Welk is, volgens de laatste gegevens, het cijfer van de inlandsche bevolking van Congo, met inbegrip van de gebieden onder mandaat? Welk is het cijfer van de blanke bevolking?

Uwe Commissie heeft daarover eenige inlichtingen gevraagd ziehier :

Inlandsche bevolking.

De op het einde van 1922 opgetelde bevolking van de Kolonie bedroeg 7,014,864 inwoners.

De plaatselijke hoofden meenen dat de opgetelde bevolking ongeveer de twee derden omvat van de geheele bevolking. Deze zou dus tellen 10 tot 11 miljoen zielen.

Wat betreft de gebieden onder mandaat van Ruanda-Urundi, daar kon de bevolking nog niet worden geteld. Men schat ze op p. m. 4,000,000.

Blanke bevolking.

Op 1 Januari 1923, waren er in Congo 10,037 personen van het blanke ras. Verder zijn er 236 Europeanen in de gebieden van Ruanda-Urundi.

Onderstaande tabel geeft de blanke bevolking aan in de kolonie sedert twintig jaar.

1903.	2,365	1914.	4,556 ⁽¹⁾
1904.	2,483	1915.	5,333
1905.	2,511	1916.	5,420
1906.	2,635	1917.	5,719
1907.	2,760	1918.	6,270
1908.	2,943	1919.	6,395
1909.	2,936	1920.	6,991
1910.	3,399	1921.	8,218
1911.	4,003	1922.	9,361
1912.	5,465	1923.	10,037
1913.	5,926		

(1) Dit cijfer is onjuist : de blanke bevolking van Katanga kan niet nauwkeurig worden aangegeven, daar de registers door een brand werden vernield.

Ofschoon de verhooging, zooals men ziet, bestendig is, stijgt zij toch niet in hooge mate.

Gewis is Congo geene kolonie om ons volk in over te planten, volgens de gewone beteekenis van dit woord. Het klimaat is daar een beletsel voor. Anderzijds zou het ijdel zijn, voor alles te rekenen op de kapitalen om dit uitgestrekte land toe te rusten, waar onze ondernemingsgeest zich vrij ontwikkelen kan. Er moeten meer menschen zijn, laten wij meer zeggen : *wij moeten er Belgen hebben*. De vooruitgang der Kolonie kan niet uitsluitend van de inlandsche bevolking worden gevraagd. Deze, die overigens niet zeer dicht is, moet worden opgevoerd en opgeleid tot regelmatig en methodischen arbeid. Indien de Belgen deze taak van opvoeding en opleiding niet op zich nemen, dan is het te vreezen, dat anderen, meer bedreven in het koloniale leven of met meer durf beziel, deze taak vervullen, waardoor een uitslag die ons terecht moet bekommeren in gevaar zou worden gebracht, namelijk : de steeds stijgende nationaliseering van onze Kolonie.

Door deze bezorgdheid gedreven, heeft uwe Commissie eene vraag tot de Regeering gericht.

Vraag.

Werden in de Kolonie maatregelen genomen om in de inlandsche scholen onze nationale talen aan te leeren bij uitsluiting van alle andere Europeesche taal?

Niets kan beter doen blijken dat wij thuis zijn in onze kolonie dan de verbreiding van onze landstalen.

Op het oogenblik ons verslag neer te leggen, heeft de Commissie nog geen antwoord op die vraag ontvangen. Zij twijfelt er niet aan, dat het antwoord in de Kamer, bij de behandeling, zal gegeven worden.

Ongetwijfeld is Congo, wij herhalen het, geene getemperde kolonie, zooals Canada of Australië, zoo niet zou dat land eensdaags wel enkele millioenen blanken herbergen. Wel is het, zooals door den heer *Ed. Leplae*, den geleerden directeur-generaal van Landbouw, met zijne erkende bevoegdheid wordt bevestigd, eene tropische kolonie waarvan het klimaat genoegzaam gematigd is om er de neerzetting van duizenden planters of pachters met welslagen toe te laten. De ervaring sedert tien jaren in Katanga en de equatoriale gewesten zooals Uganda opgedaan, laten daarover geen twijfel meer bestaan.

Uitgaande van deze waarheden, is een *Bond voor de koloniale kolonisering* tot stand gekomen, welke het volgende doel nastreeft :

« Belgisch Congo koloniseeren, dat is er Belgische arbeiders overplanten met blijvende neerzitting en er hun de bestaansmiddelen verzekeren die zij, wegens de overbevolking, slechts bezwaarlijk in hun eigen land kunnen verkrijgen.

» Op plaatsen met kennis van zaken gekozen, Belgische groepeerings neerzetten die bestemd zijn om later middenpunten te worden van plattelandsche agglomeratie's.

» In tweeden rang, het terrein uitbreiden der werkelijke bevolking van het Moederland, met aldus dezes macht te versterken. »

Gewis moet dergelijk programma met omzichtigheid worden verwezenlijkt, en niemand kan er redelijkerwijs aan denken de uitwijking naar Congo aan te prijzen aan personen die niet uitgelezen zijn zoo in lichamelijk als in zedelijk opzicht en die niet eenigermate voorbereid zijn aan de levenswijze die hen ginder wacht. Eene zekere aanpassing, het beschikken over eenig kapitaal of over eenig crediet zijn ook noodzakelijke vereischten.

Zonder in de geringste punten te willen treden van al de middelen welke worden aangetreft tot aanmoediging van deze kolonisering, was uwe Commissie niettemin van gevoelen, dat zij de aandacht der Regeering vestigen moet op een vraagstuk dat bij de Begroting voor 1923 ter Kamer werd behandeld : Dient de neerzetting, in Congo, van de gezinnen onzer ambtenaren en beambten te worden begunstigd of belemmerd?

Benevens de voordeelen van zedelijken aard, die het gevolg moeten zijn van de neerzetting dezer belgische huisgezinnen in Congo, kunnen er ook in de toekomst koloniale roepingen uit voortspuiten; de kinderen die daar hebben geleefd, worden weldra jongelieden, later mannen of vrouwen; zij zullen beter de levensvereischen in Afrika kennen en later er de hulp van hunne ervaring of van hunne aanpassing weten in praktijk te stellen.

Is het dan, in alle geval, niet wenschelijk, dat het Moederland wat inschikkelijker en wat edelmoediger wezen zou ten aanzien van ambtenaren of beambten die hunne bedrijvigheid uitoefenen in betrekkelijk gezonde gewesten?

Met dit vraagstuk staan in verband de klachten die bij de behandeling van de jongste Begroting ter Kamer werden uitgebracht tegen den omzendbrief van den Gouverneur van Katanga, d. d. September 1922, waardoor aan de ambtenaren en beambten ter kennis werd gebracht dat, bij bevel van den Minister van Koloniën, zij die vergezeld zijn van hunne kinderen beneden 7 jaar, geene bijzondere vergoeding hoegenaamd zouden trekken hetzij voor reis- of verblijfkosten of voor duurtbijslag.

Uwe Commissie heeft den Minister van Koloniën gevraagd of deze omzendbrief nog van toepassing is.

Antwoord.

De vraag eischt de volgende opmerkingen :

Vooreerst dient men eraan te herinneren, dat de kosteloze reis verleend wordt aan de gezinnen van ambtenaren, onder de vereischen die worden voorzien bij het Koninklijk besluit van 27 December 1920. De voornaamste bepalingen van dit besluit luiden :

De ambtenaren en beambten der Kolonie worden door den Minister van Koloniën gemachtigd zich door hunne vrouw en kinderen te laten vergezellen of te laten vervoegen. In dit geval vallen de kosten ten bezware der Kolonie voor heen- en terugreis : 1^o voor de vrouw; 2^o voor de kinderen beneden 6 jaar; 3^o voor twee kinderen boven 6 jaar en tot ten volle 16 jaar.

Vermits het Koninklijk besluit de afreis der gezinnen afhankelijk stelt van de voorafgaande machtiging van den Minister van Koloniën, heeft mijn achtbare voorganger, steunende op de ernstige raadgevingen van den hoofdgeneesheer der Kolonie, onderrichtingen gestuurd niet enkel tot den Gouverneur van Katanga, doch ook tot de andere provincie-gouverneurs, onderrichtingen waarvan de gedachte werd overgenomen in bedoelden omzendbrief. Deze onderrichtingen brachten ter kennis, dat de machtiging niet meer verleend zou worden wanneer de kinderen meer dan 7 jaar oud waren. Door bijzondere bepalingen werden echter de belangen der ambtenaren gevrijwaard, wier termijn niet afgelopen was en die de gevraagde toelating bekomen hadden.

Krachtens het Koninklijk besluit heeft de Minister, die bevoegd is om toelating tot de afreis te verleenen, volle vrijheid in elk bepaald geval af te wijken van de wellicht wat verregaande strengheid van den omzendbrief. Zelfs zou men moeten onderzoeken of in het regelend Koninklijk besluit geene wijzigingen

dienen te worden gebracht, wat den leeftijd van 16 jaar betreft alsmede het getal tot de kosteloosheid toegelaten kinderen.

Inderdaad, is het eenerzijds noodzakelijk, in het belang zelf der gezinnen, deze te waarschuwen tegen de moeilijkheden die zij niet altijd van hier te lande kunnen vaststellen, dan meen ik, anderzijds, dat het in het belang der Kolonie is, aldaar gezinnen neer te zetten die het nationaal bestanddeel zullen versterken. Het is ook in haar voordeel zich niet te ontdoen van de hulp der kandidaten van waarde, die te recht terugschrikken voor de hooge kosten die de reis voor heel het gezin vergt.

Mijne aandacht was bij deze vraagstukken reeds stil gebleven ter gelegenheid van een zeer bijzonder geval van toepassing dat ik te onderzoeken had.

* *

Dit antwoord dat eene bevestiging is van hetgeen de achtbare heer Franck tijdens de algemeene behandeling der Begroeting voor 1923 had uitgebracht, laat ons verhoplen, dat de naar onze meening al te overdreven strengheid van den omzendbrief van 30 September 1922 reeds heeft plaats gemaakt voor andere opvattingen. Het vooruitzicht dat het Koninklijk besluit dat deze zaken regelt, gaat gewijzigd worden, zal voorzeker gunstig onthaald worden door de ambtenaren en bedienden van onze Kolonie, en de beweeggronden die de Regeering doet gelden om deze wijzigingen te verklaren, zijn juist deze welke uwe Commissie had aangevoerd.

Betaling van de duurtebijslagen volgens den koers van het Engelsch pond.

De bekommernis, om onze Kolonie steeds meer « Belgisch » te maken, heeft eene vraag doen oprijzen die ook reeds in het Parlement aanleiding heeft gegeven tot kritiek welke uwe Commissie als zeer ernstig blijft beschouwen.

Vraag.

Is het besluit van 6 December 1920, krachtens hetwelk de duurtebijslagen berekend worden naar den koers van het pond sterling, nog steeds van toepassing?

Antwoord.

Ja, dit besluit is tot hiertoe van kracht gebleven.

Het is nochtans zeker dat het stelsel ernstige bezwaren medebrengt. Het zou beter zijn zich in onze Belgische Kolonie te houden aan het nationale geld, en het is verkeerd het personeel te doen belang hebben in de daling van onzen frank. Bovendien is de aangenomen basis over het algemeen nadeelig hetzij voor de Kolonie, hetzij voor het personeel, daar de schommelingen van den koers van het pond niet overeenkomen, ten minste niet dadelijk, met de schommelingen van de levensduurte. Hangt de koers van het buitenlandsch geld af van factoren zooals de speculatie, in eene Kolonie vooral wordt de levensduurte ook beïnvloed door de plaatselijke en toevallige omstandigheden.

Wij moeten ons nochtans de moeilijkheden niet ontduiken van het vraagstuk dat talrijke en verschillende factoren omvat die in de eerste plaats de plaatselijke regeering mij kan aanwijzen. Dienvolgens vraag ik per cablogram aan den Gouverneur Generaal, den heer Rutten, mij over dit vraagstuk verslag uit te brengen.

Dit antwoord van den Minister kunnen wij natuurlijk niet als voldoende beschouwen. Meer dan een jaar is er verlopen sedert er in het Parlement bepaald punten werden aangeklaagd, en de Gouverneur Generaal heeft verscheidene maanden in België doorgebracht. In afwachting van het verslag dat heden wordt gevraagd, alsmede van de hervorming waartoe ongetwijfeld het onderzoek van dit verslag leiden zal, zullen de erge bezwaren waarop werd gewezen — en die tegelijkertijd van politiek en financieel aard zijn — nog vergrooten. Het vraagstuk had, meenen wij, wegens zijn belang meer bekommering kunnen eischen. Terwijl in België de strijd wordt aangebonden ter verdediging van onzen frank, dan is het toch blijkbaar onredelijk als standaard van de bezoldiging van ons koloniaal personeel, het pond sterling te nemen.

De aanwerving van het personeel.

Dit personeel — en wij houden eraan dit te erkennen — streeft hoe langzoo meer, onder leiding van den Gouverneur-Generaal en van de Provincie-Gouverneurs wier ervaring en ijver boven alle waardeering staan, naar het volvoeren van de zoo schoone en zoo moeilijke taak die hun toevertrouwd is. Wegens den heilzamen vooruitgang die tot uiting komt op het gebied der koloniale studiën, wegens de vermeerdering van het getal koloniale roepingen, wegens het onthaal dat de Koloniale School van Antwerpen en de koloniale leergangen bij de Belgische familiën ontmoet, is de Regeering in staat om steeds een meer uitgelezen en meer bevoegd personeel aan te werven. Ofschoon wij bekommerd zijn met het nationaal karakter van deze aanwerving, meenen wij, dat de door de Belgische Regeering genomen beslissing inzake toelating der inwoners van het Groot-Hertogdom tot onze koloniale kaders, wordt gebillijkt door de nauwe banden die ons, vooral sedert het sluiten van de Economische Overeenkomst, met het Groot-Hertogdom Luxemburg vereenigen. Deze beslissing is tot uiting gekomen in een schrijven van den Minister van Buitenlandsche Zaken, d.d. 29 Januari 1923, gericht tot den Hooger Raad van de Economische Overeenkomst tusschen België en Luxemburg, waardoor door de Belgische Regeering ter kennis wordt gebracht, dat zij, mits inachtneming der bepalingen van artikel 24 der Koloniale Keure wat betreft de bevoegdheden van den Gouverneur-Generaal en van de Provincie-Gouverneurs, graag de ingezetenen van het Groot-Hertogdom gelijk zal stellen met onze ingezetenen wat betreft de toelating tot de burgerlijke ambten en bedieningen in Congo en dat de Koloniale Regeering raad zal verstrekken met dienzelfde verstande aan de maatschappijen waarop zij, wegens het kapitaalsaandeel, invloed heeft.

Met het oog op de tegenwoordige vereischen tot aanwerving onzer koloniale kaders, heeft uwe Commissie zich ook met het medisch vraagstuk beziggehouden.

Vraag.

Hoevele geneesheeren zijn er thans in de Kolonie?
Is hun getal voldoende?

Antwoord.

Thans zijn er in de Kolonie 83 geneesheeren der Regeering met, bovendien, een veertigtal geneesheeren behorende tot private inrichtingen.

De Begroting der Kolonie voor 1924 voorziet 126 geneesheeren; er zijn er dus 43 te kort, dat is een derde van het voorziene getal.

Het is te betreuren dat, ondanks de pogingen der Regeering, de getalsterkte van het medisch korps der Kolonie niet in verhouding staat tot de zware taak die aan dit korps is opgelegd. Niettemin mag men terecht hopen, dat het kader zal kunnen aangevuld worden, wanneer onze Universiteiten ons een groot getal jonge geneesheeren zullen leveren, wier studiën door den oorlog werden gestremd.

*
..

Uwe Commissie kan niet dan daarop drukken. Het belang van menschen en wetenschappelijken aard, dat in Congo de geneeskunde oplevert, moet gansch de aandacht der studenten in de geneeskunde op zich vestigen. Het ware gewis eene heilsame zaak, de stichting van bijzondere beurzen, de inrichting van reisbeurzen, waardoor onze studenten in voeling konden komen met Congoland.

Wij zijn overtuigd dat dergelijke uitgave eene nuttige geldbesteding wezen zou.

De Missiën.

Met dit vraagstuk der volksgezondheid in de Kolonie, staat langs verschillende zijden in verband het belangrijk vraagstuk der uitbreiding van de Missiën. Hoe langs zoo meer — en de tentoonstelling der Missiën heeft daar onlangs nog toe bijgedragen — wordt de openbare meening ervan overtuigd, dat de uitbreiding der Missiën de vereischte *sine qua non* is van onzen vooruitgang in Congoland, én waar het 't beschavingswerk geldt in zijne hoogste opvatting, én waar er sprake is van onder de inboorlingen het onderwijs te verspreiden, hetzij lager onderwijs, huishoudelijk, beroeps- of landbouwonderwijs, alsmede de gezondheidsbeginselen die hun nog zoo fel ontbreken. Moet men b. v. wijzen op de bewonderenswaardige poging welke de Missiën reeds hebben aangewend en nog steeds aanwenden in den strijd tegen de slaapziekte!

Nu op 1 Januari 1924 nam het Bijzonder Fonds een einde, dat opgericht werd door de toegevoegde akte van het Verdrag der Congonaasting, als huldeblijk aan Leopold II, om te worden bestemd voor nuttige doeleinden in de Kolonie. In overleg met den Koning wordt het beschikbare overschot, dat volgens de Memorie van Toelichting niet 3,000,000 frank overschrijdt, op het Grootboek geschreven der Congoleesche Schuld om tot dezelfde doeleinden te worden gebruikt.

De Commissie heeft zich verontrust over de gevolgen welke de afschaffing van het Bijzonder Fonds hebben kan op de bestaansmiddelen en den vooruitgang der Missiën. Desbetreffende heeft zij eene vraag gesteld aan den Minister van Koloniën.

Vraag.

Zal de afschaffing van het Bijzonder Fonds niet voor gevolg hebben, dat de ondersteuning door den Staat aan de Missiën verstrekt, wordt verminderd?

Antwoord.

Voorzeker.

Op elke annuïteit van het Bijzonder Fonds werd eene som voorzien bestemd voor de Missiën; zoo werd er eene subsidie voor eerste instelling aan de nieuwe Missiën toegekend, de oprichting van nieuwe missieposten werd ondersteund; het Fonds kwam ook tusschen in de kosten voor het bouwen van scholen, soms van kerken; van dit Fonds werden de kosten voorafgenomen van de terugreis voor de zusters, door een te lang verblijf uitgeput, en de reiskosten voor hare plaatsvervangsters.

Deze ondersteuning is niet meer mogelijk indien er op de Begrooting geene bijzondere credieten worden uitgetrokken.

Men dient op te merken dat van af de laatste oorlogsjaren elk jaar aan de missionarissen op het Bijzonder Fonds eene globale som van 300,000 frank werd uitgekeerd, verdeeld volgens het getal missionarissen van elke Missie. Deze uitgave is weggefallen voor het Bijzonder Fonds, van toen het crediet « Eerediensten » verhoogd werd met 1,000,000 frank in 1922.

* * *

Naar men meent zou dit antwoord het amendement billijken dat voor doel heeft het nadeel dat uit het opheffen van het Bijzonder Fonds voor de Missiën voortvloeit te vergoeden. Om die reden werd in de Commissie de wensch uitgedrukt dat de Regeering het initiatief zou nemen om aan de Kamer in een amendement voor te stellen het crediet voorzien onder artikel 43 van de Gewone Uitgaven (Tabel II van de Begrooting) te vermeerderen.

De Handel van Congo.

Daar de bloei van den kolonialen handel over het algemeen, en van den handel met België in het bijzonder heel natuurlijk een der voornaamste bekommernissen blijft van het Parlement, heeft uwe Commissie gevraagd welke de laatste officieele cijfers waren.

Vraag.

Welke zijn de laatste cijfers van den in- en van den uitvoer?

Welk is in dit cijfer het aandeel van de Belgische producten en van den uitvoer naar België?

Antwoord.*Uitvoer 1922.*

	Hoeveelheden.	Waarden.
	—	—
	125,710 ton	fr. 294,579,315
Aandeel van België . . .	61,898 ton	127,061,148
hetzij. . . .	49,23 t. h.	43,13 t. h.

Uitvoer 1923.

(benaderende cijfers).

	Hoeveelheden.	Waarden.
	—	—
	127,907 ton	fr. 602,710,000
Aandeel van België . . .	nog niet gekend.	

Invoer 1922.

	Hoeveelheden.	Waarden.
	—	—
	210,303 ton	fr. 235,482,872
Aandeel van België . . .	18 t. h.	51 t. h.

Invoer 1923.

(benaderende cijfers).

Hoeveelheden.	Waarden.
—	—
275,166 ton	nog niet gekend.

*
* *

In 1922 was de uitvoer 20,000 ton meer dan in 1921.

In 1923 zal de vermeerdering wel niet zoo groot zijn. Wat ervan zij, 63 kilogram per km² is niet heel veel.

Wat betreft den Belgischen handel in de algemeene beweging van invoer en uitvoer, deze blijft zeer onvoldoende. De Belgische invoer bereikt ongeveer de helft van den algemeenen invoer. Wij moeten meer verlangen, en te dien einde maatregelen aanraden, waarvan de uitvoering reeds begon, zooals de organisatie van een inlichtingsdienst betreffende de Congoleesche huizen, om de Belgische nijveraars, die op crediet met Congo willen zaken doen, te helpen. Anderzijds moet de Regeering haren invloed gebruiken bij de Belgische industrieelen opdat dezen er zouden toe besluiten credieten te verleen aan de ernstige firma's.

Wat onze industricelen zelf betreft, men moet hen aanzetten niet alleen catalogi of prijsopgaven te zenden, maar ook monsters waardoor men zich rekenschap kan geven van de intrinsieke waarde van de koopwaren, en vooral goede handelsreizigers.

Men moet hen aanmoedigen artikelen te fabriceeren welke thans in den vreemde vervaardigd worden, namelijk de Duitsche kramersartikelen, de Engelsche gekleurde stoffen, enz.

Men make zich nochtans geene begoocheling; de bloei van den Belgischen handel in Congo is slechts eene zijde van een ruimer vraagstuk, dit van de economische politiek van de Kolonie die tegelijkertijd omvat :

- 1° De productie en de exploitatie van den landbouwrijkdom en van de natuurlijke schatten van allen aard;
- 2° Den handel met de producten;
- 3° De organisatie van den handel (veiligheid, eerlijkheid en snelle afhandeling van de overeenkomsten);
- 4° De gezamenlijke maatregelen om aan den Belgischen handel den voorrang te verzekeren die hem toekomt.

Men moet hulde brengen aan de merkwaardige werken, welke over deze onderscheidene vraagstukken werden uitgebracht in het Bestendig Comité van het Koloniaal Congres. De verslagen van de heeren DEPLAE, MAHIEU, TILMAN, ROBERT, BOLLE en JONAS, opgenomen in het pas verschenen werk : *La Politique Économique du Congo belge* ⁽¹⁾, verdienen gelezen en overwogen te worden door al degenen die belang stellen in de ontwikkeling van de Kolonie. Wij kunnen hier enkel den nadruk leggen op de algemeene besluiten eenparig aangenomen door het Permanent Comité in zijne vergadering van 1 Februari l. l.

« De hoofdfactor van de economische ontwikkeling van Congo is eene goede regeling van de vervoermiddelen om zoo wel voor den invoer als voor den uitvoer eene snelle, zekere, en goedkoope opruiming van de koopwaren te verzekeren.

» In den tegenwoordigen toestand zijn groote leemten. Overeenkomstig den wensch uitgedrukt door Z. M. den Koning op 1 Januari 1924, in zijne redevoering aan de Kamer van Volksvertegenwoordigers dient men de diensten van de binnenvaart in samenhang te brengen.

» De landbouw, met de vestiging van Belgische koloniale, moet in de economische politiek van de Kolonie, eene allereerste plaats innemen, wegens de voordeelen die hij oplevert zoo van economisch en sociaal als van nationaal standpunt uit.

» Het werk op dit gebied gedaan, noodwendigerwijze beperkt tot op heden, moet er krachtdadig worden doorgezet, en te dien einde zou men zonder uitstel een bepaald programma moeten vaststellen, met aanduiding van de passende financiële middelen.

» Gezonde, sterke werkkrachten, beroepskundig geschikt voor hare taak, is een derde vereischte voor de welvaart van Congo ».

(1) Goemaere, Brussel, 1924.

Dit laatste punt raakt de steeds meer en meer besproken quaestie van de onvoldoende arbeidsprestatie van den inlander.

Wanneer men, onpartijdig, de al te veel voorkomende lamelendigheid en luiheid van de zwarten vaststelt, en het voorbeeld van de meer gevorderde kolonies, dan begrijpt men de verplichting die in vele gevallen aan den inlander zou kunnen opgelegd worden sommige werken uit te voeren in zijn eigen belang en bij hem 't huis; inzonderheid het aanleggen van wegen tot verbinding van de dorpen, het bouwen van woningen en vooral het in cultuur brengen van de geschikte gronden. Aldus, zegt D^r Dryepont, zullen wij den telkens terugkeerenden hongersnood, die zoo nadeelig is voor het behoud van het ras, onmogelijk maken.

Dit betreft de eigenlijke inlanders. Voor degenen die van andere plaatsen komen is het zoo niet. Een hooger belang eischt dat de meest krachtadige dwangmaatregelen worden getroffen om het getal gevaarlijke vagabonden te doen afnemen die thans de Europeesche centra's onveilig maken.

Wij mogen in ieder geval gelukkig zijn dat de verschillende zijden van dit groote handelsvraagstuk, en inzonderheid de ontoereikendheid van den Belgischen in- en uitvoer van Congo, elken dag worden onderzocht in de kringen en in de bijzondere uitgaven die met steeds groeienden ijver zich bezig houden om de Belgische voortbrengers en verbruikers belang te doen stellen in de grondstoffen en in de afzetgebieden die onze Kolonie aanbiedt voor degenen die doorzicht en ondernemingsgeest bezitten. Anderzijds beschouwen wij als een gelukkigen maatregel de invoering in ons nieuw tolltarief van een artikel tot vrijstelling van invoerrechten ten voordeele van de producten herkomstig uit Belgisch-Congo of uit de gebieden door den Belgischen Staat in Afrika beheerd.

Openbare Werken en Vervoerwegen.

Zonder op dat gebied in herhalingen te vallen is het ons onmogelijk het vervoervraagstuk niet aan te raken, dat met het vraagstuk van de arbeiders gansch ons koloniaal werk beheerscht.

« Koloniseeren is vervoeren » heeft terecht de heer Maurice Lippens gezegd.

De ellendige krisis welke voortspruit uit het gebrek aan vooruitzicht in de toerusting van den spoorweg Matadi-Leo die thans wordt verlegd, brengt het vraagstuk te berde van de verantwoordelijkheid der Maatschappij alsmede van die der vertegenwoordigers van den Staat die deel uitmaken van het beheer der Maatschappij. Waren de vereischte maatregelen getroffen vanaf September 1923, toen men den toestand nog beheerschen kon, dan zouden wij thans geene stopzetting moeten betreuren, waardoor het heden en wellicht ook de toekomst wordt in gevaar gebracht.

Mogen de begane vergissingen en de ondergane misrekeningen dan ten minste als les dienen voor latere vervoerondernemingen.

De ondernemingen van dezen aard hebben steeds geleden en lijden nog door het gemis aan een algemeen plan met het oog op de toekomst.

Het stelsel met « stukken en brokken » heeft uitgedaan. De verschillende

wijzen van vervoer : per spoor, te water, langs de banen, moeten worden aaneengeschakeld.

Uit de Memorie van Toelichting der Begrooting blijkt hoezeer de Regeering hare aandacht gevestigd houdt op de noodzakelijkheid om in dwalingen, waarop zoo dikwijls werd gewezen, niet meer te hervallen. Het programma der groote werken, waartoe werd beslist door de wet van 21 Augustus 1921, zal, naar men ons bevestigt, met onverdroten ijver worden doorgedreven.

De wet van 21 Augustus 1921, waarbij een totaal crediet van 310,000,000 frank werd geopend voor de industrialiseering der Kolonie, heeft gansch een programma van Openbare Werken voorzien, dat wordt voortgezet onder de omstandigheden door de Memorie van Toelichting opgegeven en waarvan de ten uitvoerlegging met ijver zal worden voortgezet dank zij het crediet van 85,883,000 frank aangevraagd in hoofdstuk III van het ontwerp. Gewis kon men niet wijzer handelen dan met het grootste deel van dit crediet — hetzij 56,000,000 frank — toe te kennen aan de spoorwegwerken die aan den gang zijn, namelijk :

Spijzing van het bouwfonds voor den spoorweg van den Beneden-Congo in Katanga (Bukama-Ilebo);

Instandhouding van het fonds bestemd tot verandering der lijn Matadi-Leopoldstad en de eventueele electricatie daarvan;

Bijdrage in de ondernemingen van de Maatschappij der Buurtspoorwegen van Congo en in die van de Maatschappij der Spoorwegen van Boven-Congo tot aan de Groote Afrikaansche Meren betreffende hare richting Stanleystad-Nepoko-Goudmijnen;

Omtrent 7,400,000 frank zijn bestemd om de scheepvaart en de havenwerken te verbeteren;

5,000,000 frank om het kapitaal der Nationale Maatschappij voor vervoer op de binnenwateren te vermeerderen;

3,343,000 frank om de uitvoering van het programma der wegen voort te zetten;

14,140,000 frank om onderscheidene werken van algemeen nut, vooral gezondheidswerken, uit te voeren.

Alles is niet door deze cijfers aangegeven. Men behoeft inderdaad noch de belangrijke credieten, voor de vorige dienstjaren toegestaan, noch den regel, krachtens welken die credieten voor vijf jaar beschikbaar zijn, uit het hoofd te verliezen. Zóó zal, dank zij het vermeld crediet, de Spoorweg B. C. B. in 1924 kunnen beschikken over 110 millioen, en de Congospoorweg over nagenoeg 30 millioen, welke worden noodig geacht om de werken van dit jaar uit te voeren.

De Commissie wenschte de belangwekkende gegevens, verstrekt door de Toelichting van de Begrooting, nader te bepalen door enkele vragen.

Vragen.

Hoe ver is de Spoorweg van Uelé gevorderd?

Antwoord.

Met de werken werd een aanvang gemaakt op het baanvak Aketi-Djamba, dat 35 kilometer lang is.

De grondwerken zijn voltrokken tot Djamba en het spoor is gelegd tot Dinda (kil. 7).

Het is te voorzien dat het voltrekken der lijn zal vertraagd worden wegens de huidige bezwaren betreffende het vervoer.

Vraag.

De regeling van het vervoer op de binnenwateren geeft steeds aanleiding tot talrijke aanmerkingen.

Welke is, op dit gebied, de politiek van de Regeering?

Antwoord.

Met die zaak, van hoofdzakelijk belang, houd ik mij bijzonder bezig, evenals met alles wat het vervoer betreft.

De toestand kan verbeterd worden door de samensmelting van het vervoer op de binnenwateren van Boven-Congo.

De Regeering heeft de studie van deze zaak toevertrouwd aan eene Commissie voorgezeten door een ambtenaar van het Departement van Koloniën.

De werkzaamheden van de Commissie worden normaal voortgezet en laten de versmelting te gemoet zien. Ik zal er voor waken dat die werken eerlang tot een goed einde komen.

Het Goud van Kilo-Moto.

Herhaaldelijk werd de meening geuit dat onze goudmijnen van Congo een nuttige rol konden spelen in de financiële opbeuring van het Moederland. Daar vaak tegenstrijdige inlichtingen in de Pers werden verspreid omtrent de Regeeringspolitiek in deze quaestie, daar zelfs het nieuws werd verspreid dat het Departement van Koloniën vroeger de verbintenis had aangegaan heel de goudproductie van Congo aan Groot-Brittanië afstaan, heeft uwe Commissie dienaangaande de volgende vraag gesteld aan den Minister van Koloniën:

Vraag.

Welke bestemming wordt er thans gegeven aan de voortbrengst der goudmijnen van Kilo-Moto?

Welk is de Regeeringspolitiek hieromtrent?

Antwoord.

De goudmijnen van Kilo-Moto worden in regie ontgonnen door eene inrichting bij Koninklijk besluit van 19 December 1919 tot stand gebracht en die voor titel draagt: « Régie Industrielle des Mines ».

De Regeering is niet vanzins hun een andere bestemming te schenken.

De Regie wordt beheerd, onder het hooge toezicht van den Minister van Koloniën, door een Beheercomiteit bestaande uit een voorzitter en vier leden belast met al de daden van beheer die met de ontginning van mijnen samengaan.

Vóórmeld Koninklijk besluit en het ministerieel besluit ter uitvoering van 30 December 1919 maken, nagenoeg, het statuut en het lastenboek der Regie uit.

Gezamenlijk met de ontginning der erkende goudliggingen, worden op methodische wijze de mijnbouwonderzoekingen voortgezet.

Thans wordt het goud in de Nationale Bank van België bewaard of in ponden sterling op de markt van Londen verkocht, volgens de oogenblikkelijke omstandigheden. Een gedeelte er van wordt aan de Belgische juweelfabrikanten en goudsmiden afgestaan.

Mij dunkt, dat het beter met het belang van het Belgisch crediet zou strooken, geheel de productie of het grootste gedeelte er van aan de Nationale Bank van België voor te behouden. De oplossing van dit vraagstuk behoort echter meer tot de bevoegdheid van den Minister van Financiën en van de Nationale Bank dan tot die van het Departement van Koloniën. Men zal, trouwens, inzien dat, om reden van de aanzienlijke lasten wegens de tewaardemaking van den Congo, de voorwaarden van dien afstand niet van zoodanigen aard kunnen zijn, dat zij van de Koloniale Schatkist een offer zouden moeten vragen waardoor het evenwicht van hare Begrooting in gevaar zou gebracht worden.

*
* * *

De Commissie heeft met belangstelling kennis genomen van het advies van den geachten Minister. Zij is gewis van meening dat men zich moet hoeden voor een al te simplistische beschouwing van de zaken : het mag niet volstaan het Congogoud op te hoopen in de kelders van de Nationale Bank om onze gouddekking te vergrooten.

De Grondwet en de koloniale Keure hebben trouwens voorzien dat de Kolonie een andere rechtspersoonlijkheid zou hebben dan België et dat zij financieel zelfstandig zou zijn.

Moest de Kolonie dit goud aan pari afstaan, dan ware er op hare begrooting een tekort van 15 tot 20 miljoen per jaar en dit tekort zou moeten aangevuld worden door België.

Blijft te bezien of dit goud in elk geval niet dienen kon om onze biljetten, mits billijke schadeloosstelling, te dekken. Het is onze wensch dat eene oplossing in dien zin worde bespoedigd.

Levensmiddelencultuur.

Ofschoon het nuttig is de inboorlingen aan te moedigen voor handel of nijverheid te werken, zich toe te leggen op openbare werken, mijnarbeid, inzamelen van palmmotten en katoen, van nog grooter belang is het te zorgen dat zij,

met levensmiddelen-cultuur, in hun eigen voeding kunnen voorzien. Meer en meer zijn vooruitziende mannen met deze noodzakelijkheid begaan. Een ordonnantie-wet van 20 Februari 1917 legt aan de inboorlingen, *voor hun eigen uitsluitend gebruik*, cultuur op van levensmiddelen of van landbouwproducten. Het is buiten kijf dat in vele gewesten de levensmiddelen-cultuur wordt veronachtzaamd. De « chikwangen », het brood van den Evenaar, kost, schijnt het, een frank per stuk. Een kilo maïs kost denzelfden prijs te Elisabethstad. Uwe Commissie vraagt dus met nadruk dat de koloniale overheden, vóór alles, de levensmiddelen-cultuur zouden bevorderen en uitbreiden zonder dewelke geen arbeidskrachten noch koloniale vooruitgang mogelijk zijn.

Veeteelt en katoenbouw.

Uwe Commissie heeft ook de laatste uitslagen willen kennen omtrent vee-invoer in de Kolonie en katoenbouw.

De inlichtingen dienaangaande door den Minister van Koloniën verstrekt zijn zeer belangwekkend.

I. — Welke zijn de jongste uitkomsten betreffende den invoer van vee in de Kolonie?

In Katanga werd vee ingevoerd door den Staat en tevens door het Bijzonder Comité en door de particulieren.

Het kweekstation van den Staat te Katentania (hoogvlakte van Bianco), dat uitstekende uitslagen had bekomen door het kruisen van zijne kudden met gekruist Engelsch ras, voerde in 1923 verschillende stieren van gekruist Engelsch ras in.

Gelet op de spoedige verbetering van het vee in Zuid-Katanga, heeft de Landbouwdienst, in Rhodesië in 1923, eene kudde gekocht van duizend jonge koeien, eveneens van gekruist Engelsch ras. Deze kudde, die 650,000 frank had gekost, werd aan dien prijs aan de kolonisten afgestaan.

De Regeering heeft besloten nog meer vee in te voeren : een bijzonder crediet werd met dit doel op deze begrooting voor 1923 uitgetrokken.

Sedert de uitbreiding van de ontginningen rond Elisabethstad, is de tse-tse-vlieg verdwenen uit de meeste landbouwontginningen, zoodat men aldaar vee kan houden voor de melk- en vleeschproductie en den arbeid.

In 1922, heeft de proefhoeve van den Staat, te Munama, opnieuw melkkoeien ingevoerd.

In 1923 heeft het Bijzonder Comité 500 melkkoeien ingevoerd, de meeste van Hollandsch ras (Friesland).

Ene kudde van meer dan 2,000 stuks vee uit Rhodesië werd in 1923 aangekocht door de Société Forminière et gedreven naar de weilanden van de Lomani, langs een voor twee jaar door een agent van het Kweekstation van Katentania verkenden weg. De kudde kwan veilig ter bestemming. Nieuwe invoer wordt in het vooruitzicht gesteld.

In het Zuiden van Kasai, werden kudden van honderden stuks groot vee uit Angola ingevoerd voor de diamantvelden (Société Forminière).

In Boven-Ituri, heeft de Staat eene proefhoeve opgericht voor de kultuur en de veeteelt. Zij ligt bij de Nioka, ten Noord-Oosten van Kilo, in eene hooge streek, die zeer gezond is en voorzien van goede weilanden. De inboorlingen van den omtrek kweeken vee. Fokvee van Europeesche en gekruist runder- en schapenrassen werd aangekocht in Britsch Oost-Afrika. Verschillende stuks zijn reeds te Nioka aangekomen.

In het deel van de Kolonie dat onder den Evenaar ligt, toont het kleine vee van de kust van de Golf van Guinea zich ongemeen bestand tegen de Afrikaansche ziekten. Een opziener van den Landbouwdienst werd met een zending naar Dahomey en Nigeria belast om den aankoop voor te bereiden van een zeker aantal stuks van dit ras, dat in Congo zeer wordt gewaardeerd. Een eerste bezending zal eerlang in de Kolonie aankomen.

II. — Welke waren de laatste uitslagen van den katoenbouw in de Kolonie?

De oogst van de ruwe (niet gepelde) katoen gaf de volgende uitslagen :

	MANIEMA.	SANKURU-LOMANI.	UELÉS.
1921. . .	845,000 kg.	950,000 kg.	180,000 kg.
1922. . .	1,000,000 »	600,000 »	1,143,000 »
1923. . .	551,000 »	557,000 »	1,540,000 »

De totale hoeveelheden voor al de streken der Kolonie te zamen, waar de kultuur in eenige mate werd uitgebreid, waren dus

1921. .	1,975,000 kil. onbewerkte katoen of	658,000 kil. gepelde.
1922. .	3,070,000 id.	id. 1,023,000 id.
1923. .	2,668,000 id.	id. 889,000 id.

De vermindering der productie in Maniema is het gevolg vooral van het gebrek aan landbouwkundigen, alsmede van het ontaarden der zaden, zoodat de oogst niet zoo groot is. De uitbreiding van den katoenbouw hangt hoofdzakelijk af van het getal landbouwkundigen optredende om dien bouw te doen toenemen.

Ten einde dit getal te doen toenemen zonder de lasten van den Staat te verzwaren, stelt de Regeering zich voor een heffing van 25 centiem per kilogram uitgevoerd katoen te vestigen; de opbrengst van deze heffing zou dienen om een grooter aantal landbouwkundigen te kunnen aanwerven. Die ambtenaren zijn thans ten getale van 9; de ontvangen heffing zou mogelijk maken dit cijfer tot op 15 of 16 te brengen.

De Congoleesche katoenmaatschappij heeft ongeveer de drie vierden van den oogst in 1923 opgekocht. Zij bezit thans zeventien pelfabrieken, opgericht in

overeenstemming met het decreet van 1 Augustus 1921 op den aanbouw, den aankoop en den handel van katoen; acht fabrieken zijn in werking; de negen overige worden in gereedheid gebracht.

Twee andere handelsvennootschappen bezitten pelfabrieken gelegen te Lomani en te Uclé.

De verkoopprijzen van het Congoleesch katoen in België werden in 1923 verhoogd : de prijzen schommelden tusschen 12 en 16 frank het kilo; sommige havelen bereikten 18 en 19 frank, als gevolg van den hoogen koers van het Amerikaansch katoen en van de waarde-vermindering van den Belgischen frank.

Het Congoleesch katoen wordt door de Belgische nijveraars zeer gewaardeerd; het is zeer zindelijk, sterk en heeft een goede lengte.

III. *Welke zijn de huidige vertierwegen van deze voortbrengst?*

Het Congoleesch katoen wordt naar Antwerpen verzonden en in de Belgische fabrieken, inzonderheid in die van Vlaanderen, verwerkt.

Men hoopt dat de oogst van 1924 tot 5,000 ton zal stijgen, hetgeen 1,600 ton gepelde katoen zou opleveren. Die hoeveelheid mag vergeleken worden met het jaarlijksche katoenverbruik der Belgische fabrieken, welk verbruik 50,000 ton bereikt. De Congoleesche katoenbouw levert dus een weinig meer op dan een vijftigste van het Belgisch verbruik.

Het Congoleesch katoen vindt alzoo, in België zelf, een voldoende vertierweg om een groote uitbreiding van zijn bouw mogelijk te maken.

Een kleine hoeveelheid katoen, in het land van Kilo gewonnen, werd over Mombassa verzonden.

Vraagpunten van wetgevend aard.

De Commissie vroeg of het niet noodig was in Congo een wet te verordenen betreffende het overspel. Menigmaal heeft men bevonden, — inzonderheid door een geruchtmakend rechtsgeding te Elisabethstad, in 1922, — dat de inboorlingen, welke de trouw hunner echtgenooten zoo zeer op prijs stellen als de Europeanen, thans niet door de strafwetgeving worden geholpen om die trouw te doen eerbiedigen, waardoor zij vaak worden aangespoord om zelf als rechter op te treden.

Vraag.

Heeft de Minister van Koloniën gevolg gegeven aan den door vooraanstaande koloniale herbaaldelijk uitgedrukten wensch om in onze koloniale wetgeving strafbepalingen in te lassen voor overspel?

Antwoord.

Bij Koninklijk besluit van 19 Mei 1912 werd een voor-ontwerp betreffende de beteugeling van overspel bij den Kolonialen Raad aanhangig gemaakt.

Het onderzoek van dit voor-ontwerp werd aan een sub-commissie van den Raad onderworpen; de studie werd door den oorlog geschorst.

Sedert den wapenstilstand, werd het vraagstuk niet weder op het agenda van den Raad gebracht.

De Commissie tot bescherming der inboorlingen heeft er echter nog onlangs op gewezen dat het overspel moet beteugeld worden en den wensch uitgedrukt dat maatregelen met dat doel zouden genomen worden.

Die quaestie wordt opnieuw onderzocht.

*
* *
*

In de Commissie werd insgelijks de meening uitgedrukt dat de belasting op de veelwijverij progressief zou moeten gesteld worden. Veelwijverij is een kenteeken van rijkdom. Daarbij schaadt haar uitbreiding aan het algemeen geboortecijfer. In talrijke gewesten zijn de aanklevers van de veelwijverij « vrouwenhamsteraars » die de jonge mannen verhinderen echtgenooten van hun ras te vinden.

In een zijner jongste studies over de *De Toekomst van Congo* ⁽¹⁾, zegt de Gouverneur-Generaal Rutten, met het gezag en de ondervinding die hem in zake vraagstukken van inlandsche politiek kenschetsen : « Tot de zeden waarvan wij de geleidelijke evolutie en zelfs de verdwijning moeten nastreven behoort vooreerst de veelwijverij, die vooral door den Islam werd verspreid. Deze instelling is een bijkomende omstandigheid in de evolutie der negerstammen; zij is niet het gevolg van de samenstelling dezer stammen... Alle onze volksoptellingen stemmen overeen en bewijzen dat er over heel de Kolonie evenveel mannen als vrouwen zijn. Dus, overal waar veelwijverij heerscht, moet een zeker aantal mannen ongehuwd blijven... » Daar deze instelling even ongunstig is voor het aantal geboorten als voor de economische ontwikkeling, mag zij niet aangemoedigd worden. Men moet er integendeel de geleidelijke afschaffing van nastreven, er echter wel zorg voor dragende niet plotseling de gewoonten en belangen geweld aan te doen.

Het in voege brengen van de *progressieve* belasting op de veelwijverij wordt dus niet alleen wegens redenen van fiskalen aard, doch ook wegens redenen van zedelijken en van economischen aard gebillijkt.

*
* *
*

Uwe Commissie heeft de Begrooting goedgekeurd en heeft de eer U voor te stellen haar aan te nemen.

De Verslaggever,
H. CARTON DE WIART.

De Voorzitter,
EM. TIBBAUT.

(¹) *Société Belge d'Études et d'Expansion*. Periodisch bulletijn, Mei 1924.